

SEVERINE BOITIER, CONSEILLERE CONSULAIRE DE LA CIRCONSCRIPTION DE MONTREAL



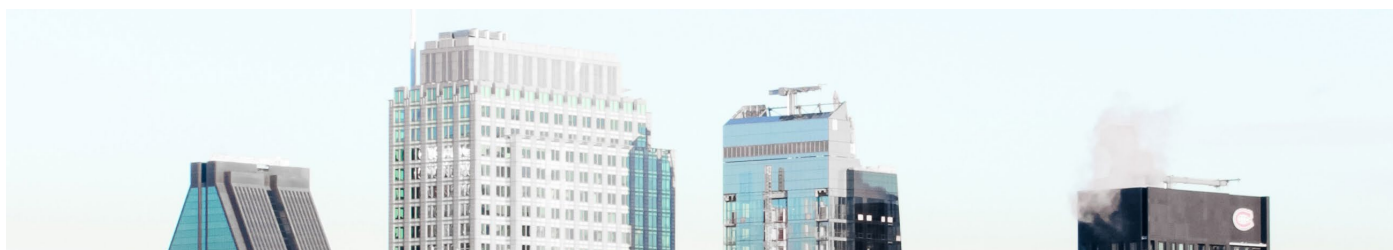
Séverine Boitier a créé sa première entreprise en France dès la fin de ses études à l'École Supérieure de Design Industriel de Paris. Installée à Montréal depuis 18 ans, elle a d'abord travaillé comme associée au sein d'une agence, avant de créer en 2001 une nouvelle compagnie de design et de communication, dont elle est toujours présidente.

Engagée dans la vie politique, elle a été notamment colistière sur la liste d'Emmanuel Marciilhacy, Conseiller à l'Assemblée des Français de l'Étranger de 2003 à 2009, puis suppléante de Louis Giscard d'Estaing aux élections législatives de 2013.

C'est après une rencontre déterminante avec Jean-Louis Borloo qu'elle crée la Fédération du Parti Radical du Canada en 2011 puis, l'année suivante, l'Union des Démocrates et Indépendants au Canada et en Amérique du Nord.

Son engagement dans la communauté passe également par la société civile, et dans ce domaine Séverine s'implique pour de nombreuses causes et associations. Depuis 8 ans, Séverine Boitier préside le CERF (Cercle des Entrepreneurs et des Réseauteurs Français) qui permet de soutenir la communauté d'affaire des Français entrepreneurs au Québec. Elle soutient de plus les initiatives qui visent au rapprochement des associations de la communauté française de Montréal, et s'est investie au sein du collectif AMI (Actif pour une meilleure intégration). Depuis 2012, elle co-organise les événements de la FrAsQue (Français de l'Associatif au Québec) qui rassemblent le milieu associatif français et ses sympathisants lors de grandes rencontres festives.

En 2014, elle est élue conseillère consulaire et lance "Espace France", un projet de grande ampleur visant à rassembler et faire rayonner la communauté française de sa circonscription.



Pourquoi vous êtes-vous engagé dans les élections consulaires?

A Montréal depuis 18 ans, mon parcours a été jalonné par mes implications dans le domaine de l'aide à l'intégration des migrants, plus spécifiquement au sein de la communauté française.

Entrepreneure (au Québec, on féminise les noms de métiers) et dirigeante d'un réseau d'entrepreneurs français depuis de nombreuses années, il me tient à cœur de soutenir activement les initiatives et la création d'entreprises à l'étranger, en aidant les entrepreneurs français à s'insérer dans le milieu des affaires et en les conseillant lors de la création ou le rachat d'entreprises.

Mon engagement dans la politique française est récent puisqu'il date de ma rencontre avec Jean-Louis Borloo à Montréal en 2011. C'est cette rencontre qui m'a amené à créer la même année la fédération du Parti radical (dont il était le Président), puis deux Clubs UDI l'année suivante (Montréal et Québec). Après avoir participé aux élections consulaires en 2003 puis en 2006, j'ai été suppléante du candidat UDI pour les législatives partielles en 2013 en Amérique du Nord.

Ma candidature s'est donc inscrite dans la continuité de ce parcours, mais aurait tout aussi bien pu être présentée sans étiquette politique.



Quelle est votre vision du rôle de conseiller consulaire, et après quelques mois d'expérience, comment améliorer leurs moyens d'action?

Il semblerait que c'est à nous, conseillers consulaires, d'être créatifs et d'inventer notre rôle qui se limite a priori à siéger aux commissions consulaires dans un rôle consultatif. Je crois qu'il nous revient d'étendre notre champ d'actions et de veiller à utiliser nos compétences respectives, nos connaissances, afin de les mettre au service de notre mandat et au profit de nos compatriotes. Il s'agit donc d'un mandat de "terrain".

Il nous est également attribué implicitement une mission de "conciergerie", un rôle dans lequel nous sommes à l'écoute des Français qui rencontrent des obstacles à différents stades de leur immigration, que ce soit d'ordre migratoire, fiscal ou juridique. Nous les conseillons en fonction des récentes mesures et accords entre les pays, nous les orientons vers des personnes ressources susceptibles de les informer pertinemment et nous les soutenons dans leurs démarches. Les situations sont parfois complexes et le consulat ne peut pas toujours répondre à certaines demandes qui relèvent davantage du conseil personnel que de l'administration. Plus un conseiller a une connaissance approfondie de la communauté et de ses acteurs, plus il sera à même d'aiguiller ses compatriotes vers les ressources appropriées.

Il s'agit sans doute du statut d'élu le moins "officiel" en terme de représentation, et il n'est soumis à aucune attente de résultat ni de présence. Grands électeurs au sein de l'AFE, notre mandat n'a de véritable enjeu que lors de l'élection des sénateurs, qui nous sollicitent pour la majorité lors des périodes électorales, espérant s'allier notre vote.

L'ASFE semble être le seul organisme qui soutient les conseillers, les écoute, respecte et comprend l'importance de leur rôle et de leur mandat à l'échelle mondiale.

Quelles sont selon vous, les principales problématiques rencontrées par les français de votre circonscription et comment les politiques pourraient-ils y répondre?

Au Québec, les problématiques sont majoritairement liées à l'obtention de VISA, au manque de préparation et/ou de gestion de l'expatriation. Les PVTistes sont souvent les premières victimes d'un permis ambigu qui ne requiert pas, a priori, la même préparation que la perspective d'une immigration sur du long terme.

Ce "Programme Vacances-Travail" est bien souvent considéré comme un Visa Travail-Travail, avec des attentes qui ne sont pas toujours en adéquation avec l'expérience qui sera faite une fois sur place.

L'accès à l'emploi, surtout au premier emploi ou à un emploi qui correspond aux compétences affichées sur le CV, mobilise également beaucoup de ressources parmi les organismes d'aide et représente une bonne partie des sollicitations. Si les chiffres annoncent que les immigrants français sont moins touchés par le chômage que les immigrants issus d'autres pays, il n'en

demeure pas moins que les difficultés à trouver un emploi sont parfois un obstacle aux meilleures volontés. Le Québec est une province canadienne francophone, mais elle vit au rythme de l'Amérique du Nord et ne fonctionne pas avec les mêmes codes que la France, ce qui peut parfois être déroutant pour certains qui s'attendent à arriver en pays ami et conquis.

Au Canada comme dans d'autres pays, les coupes budgétaires qui permettent de financer l'OFII ou les organismes d'aides indépendants, béquilles essentielles dans l'accès à l'emploi de nos compatriotes, tendent à disparaître. Il est nécessaire que nous, les conseillers consulaires, nous mobilisions pour lancer des alertes et contribuions à trouver des solutions avec le soutien des instances consulaires.

Il m'apparaît également important de travailler de concert sur les sujets pertinents qui touchent directement nos compatriotes afin d'établir des constats sur les situations difficiles récurrentes et les solutions à apporter. Il est d'ailleurs très apprécié que les ambassades et consulats y contribuent en facilitant l'accès aux informations dont nous avons besoin pour étayer nos propos.



Pouvez-vous nous parler d'un projet qui vous tient particulièrement à coeur pour les français de votre circonscription?

Pour ma part, je travaille sur un projet qui s'appelle "Espace France". Ce projet, qui facilitera le travail des conseillers consulaires, a pour objectif de rassembler tout ce qui est en lien avec notre communauté au Québec et dans les Provinces Maritimes (entreprises, services, associations, institutions...) dans les domaines de l'immigration, du service aux personnes, de l'éducation, de la santé, de la culture et bien évidemment de l'entrepreneuriat. Je souhaite rapidement pouvoir trouver des fonds afin d'offrir un espace d'accueil pour guider nos compatriotes dans leur installation, leur recherche d'emploi et des solutions pour une meilleure intégration. Ce projet est déjà en ligne et je travaille actuellement à mettre en place les ressources nécessaires au travail considérable qu'il requiert avec la présence de plus de 100 000 Français à Montréal.

Lien : www.espacefrance.ca



Pour finir, une petite anecdote sur la vue de français installés au Canada?

Il y a de multiples histoires liées aux chemins de tous ces Français qui ont choisis d'immigrer au Québec. La mienne en fait partie. Sur ce chemin, j'ai eu la chance de rencontrer le dessinateur Régis Loisel qui a installé son atelier à côté de mes bureaux. Ce fut une rencontre très sympathique et qui m'a permis de découvrir ses BD que je ne connaissais pas. C'est ça aussi le rayonnement de notre culture à l'étranger, partir pour s'inspirer, et inspirer à notre tour notre pays d'origine !

Séverine Boitier
Conseillère consulaire
4e circonscription du Canada
severine.boitier@parti-udi.ca
severineboitier.org | [twitter : severineboitier](https://twitter.com/severineboitier)